



PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

CONTRE L'AUSTÉRITÉ, POUR L'EMPLOI...



GRÈVE GÉNÉRALE !

MITTAL - NATIONALISATION SOUS CONTRÔLE DES TRAVAILLEURS !

LA LUTTE DES FEMMES ET LES SYNDICATS - LES MALFRAP

SNCB - DES DÉLÉGUÉS TIRENT LES LEÇONS DE LA LUTTE CONTRE MAGNETTE

VENEZUELA - FACE À LA MORT D'HUGO CHÁVEZ

RENCONTRE INTERNATIONALE DU SYNDICALISME ALTERNATIF 22-24 MARS PARIS

APPEL DE CHARLEROI - LES TRAVAILLEURS ONT BESOIN D'UNE ALTERNATIVE POLITIQUE !



ArcelorMittal, Ford, Caterpillar... Unifions les luttes par la Grève Générale !

Début mars, l'annonce de la direction de Caterpillar (Gosselies) de licencier 1 100 ouvriers et 300 cadres créa un choc important parmi les travailleurs. On les appela immédiatement à garder « leur calme »... Pourtant, les licenciements dans des multinationales qui réalisent des bénéfices gigantesques – Ford Genk, ArcelorMittal, ING et d'autres – se succèdent en Belgique depuis l'année dernière... et le gouvernement Di Rupo continue à se dire impuissant.

Les manifestations nationales du 21 janvier et du 14 mars ont démontré la volonté des travailleurs de se battre de façon unitaire contre les mesures d'austérité, pour la défense de l'emploi. Les principaux concernés, les travailleurs de Ford,

Mittal et Caterpillar, étaient présents en masse.

Malgré cela, le gouvernement cherche à « corriger » le budget 2013 pour trouver 2,5 milliards d'euros. De nouvelles coupes dans les budgets des services publics et sociaux sont à attendre. Les déclarations de Luc Coene, gouverneur de la Banque Nationale, disant qu'il faudrait encore vider l'index et couper dans les salaires, montrent bien la tendance des discussions...

Comment expliquer qu'après la manifestation du 21 février, le gouvernement et le patronat aient lancé de nouvelles attaques ? Seul le rôle conciliateur des sommets syndicaux leur permet de le faire. CSC, FGTB et CGSLB ont signé les accords pour la réduction des cotisations sociales et la réforme du temps de travail.

L'appel de la FGTB Charleroi se présente comme une initiative syndicale de rupture avec les partis traditionnels et de soutien à la construction d'une alternative politique pour les travailleurs... une alternative qui commence à prendre forme.

Mais il faut aller de l'avant dès à présent. La seule alternative immédiate pour nous, travailleurs et travailleuses, c'est d'entourer de solidarité ceux et celles qui perdent leur emploi et de pousser ce mouvement unitaire jusqu'à la grève générale. Pour cela, il est nécessaire de dépasser les discours simples, les approximations et les mots-d'ordre flous des représentants confédéraux, et d'avancer, depuis Charleroi et ailleurs, à tous les niveaux des organisations syndicales, vers une coordination claire des luttes.

**Contre l'austérité et pour
l'emploi, menons la bataille
pour la grève générale !**

LIT-QI

LA LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 23 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Solidarité avec les métallos, Nationalisation de la sidérurgie sous contrôle des travailleurs et du peuple !

Le 24 janvier, Lakshmi Mittal annonçait la fermeture de 7 des 12 lignes de production de la phase à froid, causant la perte de 1300 emplois directs. Sa stratégie est simple : détruire l'offre d'acier pour faire monter les prix, trahissant les accords signés et les promesses faites aux travailleurs. L'acier liégeois et les produits de haute technologie qu'on y développe sont tout à fait rentables... mais plus suffisamment pour permettre une croissance continue du taux de profit des actionnaires. Comme chez Duferco, Ford Genk, Caterpillar, la décision de fermeture des lignes à Liège représente une vraie catastrophe sociale pour toute la région.

Pourquoi un repreneur ?

Depuis le rachat de Cockerill-Sambre par l'Etat belge il y a plus de trente ans, les gouvernements fédéraux et régionaux, PS en tête, ont appelé « reconversion industrielle » ce qui n'a rien été d'autre que la destruction pure et simple de l'activité sidérurgique. Après y avoir investi plus de 180 milliards d'argent public, ils éteignirent les bassins à coup de fermetures, licenciements, prépensions et reclassements. En 1988, ils revendirent les sites à Usinor pour 26 milliards... En 2006, ils donnèrent un appui inconditionnel à l'installation de Mittal : un tapis rouge de 1,5 milliard de cadeaux fiscaux de toute sorte, des quotas CO₂,... Aujourd'hui, les voilà de nouveau à chercher fiévreusement un « repreneur », que la Région wallonne devrait encore soutenir financièrement !

En réalité, Mittal n'a rien apporté à la sidérurgie, ni lui ni aucun repreneur privé, passé ou à venir... Le montant de leurs « investissements » ne représente rien par rapport à l'ensemble de la valeur produite par les travailleurs et absorbée pour nourrir les dividendes exorbitants de leurs gros actionnaires, qui ne visent que leur profit. Si toute cette valeur était redistribuée dans l'entreprise, sous forme d'outils, de salaires et d'emplois, la sidérurgie liégeoise serait promise à un grand avenir !

Les politiciens et les médias essayent de nous faire croire que les travailleurs seraient responsables de la fermeture des lignes, pour avoir perdu leur « compétitivité salariale »



Métallos manifestent en Bruxelles le 21 février contre les démissions

en demandant des salaires trop élevés. La vérité, c'est que pour rendre les sites viables, ce ne sont pas les salaires qu'il faut diminuer, mais la rente parasitaire de leurs propriétaires privés !

Il faut exiger la nationalisation de la sidérurgie !

Les dirigeants syndicaux doivent se montrer à la hauteur des circonstances et cesser de placer tout leur espoir dans la quête de repreneurs capitalistes, qui continueront d'exploiter misérablement les métallos. Nous devons préserver nos outils industriels, rentables et performants ! La nationalisation est la seule solution pour garantir la relance de la production et l'emploi. Mais comme disait Gino Russo, délégué FGTB d'ArcelorMittal : « Le problème réside dans le système, pas seulement dans l'entreprise. » C'est toute la propriété privée des moyens de production, le capitalisme, qui est en cause. Il nous faut un autre modèle économique : le socialisme ; et le premier pas pour y arriver, c'est maintenant, en se battant pour refonder une sidérurgie intégrée 100 % publique, contrôlée par les travailleurs et le peuple, dont les objectifs seront de développer l'activité, la sécurité et l'emploi, dans le respect de l'environnement. Le gouvernement doit assumer un vrai plan pour l'emploi, en proposant de grands chantiers d'intérêt collectif qui donnent du travail aux structures industrielles. Y a-t-il de l'agent pour cela ? Bien sûr ! Qu'on exproprie Mittal sans indemnités. Qu'il rembourse l'intégralité des aides publiques reçues. Et surtout, qu'on ne verse plus un seul euro aux banquiers et qu'on suspende

le paiement milliardaire de la dette publique, immorale et illégitime !

« Que la rage soit avec vous ! »

Les dirigeants syndicaux du métal doivent passer des paroles aux actes. Faire tourner l'usine normalement pendant qu'eux-mêmes s'asseyent à la table de la « task force » du gouvernement ne sert qu'à faire miroiter de vaines perspectives aux travailleurs. Aucune confiance n'est possible envers des ministres qui disent « utiliser tous les moyens pour faire plier Mittal » – sauf la nationalisation ! – alors que les travailleurs sont arrosés par les auto-pompes de la police. Après les manifestations des 21 février et 14 mars, le 30 mars à Liège, le message que nous devons faire passer est le suivant : ou le gouvernement jette Mittal hors de Liège, ou ce seront les travailleurs qui jetteront ce gouvernement ! Manifester ne suffit plus : il faut un plan d'action crescendo, incluant des ralentissements de production, des grèves et des occupations de sites. Dans ce combat, la solidarité nationale, avec Ford Genk, Caterpillar, ..., mais aussi internationale, avec tous les sites de production dans le monde, est nécessaire et vitale. Si les métallos gagnent, nous gagnons tou(te)s ! La seule voie pour appuyer les hommes et les femmes de la sidérurgie et pour répondre ensemble aux plans d'austérité du gouvernement et de l'Union européenne, c'est d'unifier toutes les luttes pour l'emploi en convoquant une nouvelle grève générale !

La solidarité avec les plus démunis passe par une solidarité entre travailleurs sociaux !

A plusieurs reprises, en 2007, 2010 et 2012, les assistants sociaux du CPAS de Schaerbeek ont fait grève pour dénoncer leurs mauvaises conditions de travail et les licenciements et exiger une plus grande représentation syndicale. Les assistants sociaux sont surchargés de travail et sont en contact quotidien avec des personnes précarisées qui en ont ras le bol des délais d'attente et du non-respect de leurs droits.

La situation au CPAS de Schaerbeek

Le mardi 20 novembre 2012, un ex-employé du CPAS de Schaerbeek est entré dans les locaux et a menacé de faire exploser une bombe amenée dans son sac (et inexistante, en fait). Il s'agit d'un travailleur au bout du rouleau qui est revenu hurler sa rage chez son ancien patron. Un collègue de travail (qui souhaite rester anonyme) décrit bien, dans un commentaire sur internet, les circonstances et ce que signifie « être au bout » : « En étant dans ce système, je vous promets que la charge de travail est très dure. Ce n'est pas pour rien qu'après 3 ans, il revient régler ses comptes, car à la base, il cherchait à parler à un responsable. »

Il faut savoir qu'au CPAS de Schaerbeek, chaque assistant social doit traiter environ 200 dossiers. Ces conditions de travail sont intenable, à tel point qu'on assiste à de nombreux départs et absences pour cause de maladie. Il y a quelques mois, la direction du CPAS a mis en place le logiciel Telepro dans le but d'assurer un suivi et une supervision des demandes adressées aux assistants sociaux via le call-center, fixant un délai pour répondre (7 jours pour les bénéficiaires du CPAS et 48 heures pour les professionnels extérieurs). Dans sa Note de politique générale pour le CPAS, sa présidente, Dominique Decoux (Ecolo), observe : « Ainsi, Télépro devrait avoir un impact positif sur les agendas des permanences sociales, car une demande traitée via ce processus aboutira souvent à libérer un rendez-vous en permanence sociale pour un autre usager. »ⁱⁱ Mais comment ces demandes sont-elles traitées ? Dans les faits, le logiciel Telepro contribue à augmenter la pression

sur les assistants sociaux du CPAS, car après la constitution de leurs dossiers de demande d'aide, ils n'ont plus suffisamment de temps pour répondre dans les délais aux nombreux messages qui leur sont envoyés via ce logiciel. En outre, ce nouveau logiciel permet à l'assistant social en chef d'exercer plus facilement un contrôle sur ses subordonnés.

Cette organisation du travail engendre un stress énorme pour les travailleurs du CPAS. Mais l'objectif de la présidente du CPAS n'est pas du tout de changer de cap. La plate forme de call-center, mise en place sous la présidence Ecolo pour « gérer » les demandes, est digne des grandes entreprises. Face à l'augmentation des demandes d'aide sociale, c'est une gestion managériale qui est préconisée. D'après la note déjà citée, ces demandes ont triplé ces 7 dernières années, un signe que la pauvreté augmente. Entre 2010 et 2011, Decoux annonce avoir embauché 32 assistants sociaux. Cependant, les conditions de travail ne se sont pas améliorées et, en plus, cela ne nous dit pas combien de travailleurs ont quitté le CPAS, de gré ou de force.

Bref, face à une pauvreté grandissante dans la commune, la politique de la direction du CPAS est d'augmenter encore la pression sur les assistants sociaux via des logiciels comme Télépro, au lieu d'engager massivement des travailleurs pour faire un travail de qualité. Car même si les assistants sociaux n'ont pas le pouvoir de résoudre les problèmes de la pauvreté, ils peuvent souvent aider ces personnes en détresse, à condition de ne pas être eux-mêmes sous pression constante.

La lutte unitaire des assistants sociaux !

D'autres travailleurs sociaux en contact avec les assistants sociaux



du CPAS sont souvent confrontés à des refus ou à un manque de suivi dans les dossiers. Mais les assistants sociaux du CPAS ne sont pas responsables de la charge de travail qui leur est imposée. Cela ne les amuse pas de laisser des dossiers en plan ni de ne pas répondre au téléphone ! Nous refusons la division créée entre les travailleurs sociaux d'autres répartitions et les assistants sociaux des CPAS. Pour nous, seule une lutte commune pour de meilleures conditions de travail dans les CPAS et contre les véritables causes de la pauvreté permettra d'améliorer les conditions de vie des plus fragilisés.

Nous pensons également qu'il est indispensable de construire cette solidarité entre tous les assistants sociaux de tous les secteurs, entre ceux des CPAS et ceux de l'associatif, car plus nous serons nombreux et unis, plus nous aurons de poids pour faire pression sur la Commune et le gouvernement afin d'exiger des moyens supplémentaires pour l'ensemble du secteur social.

Cette solidarité peut s'exprimer en informant les travailleurs sociaux

Secteur non marchand : une drôle de revendication !

extérieurs au CPAS des conditions de travail existantes à l'intérieur. En outre, les travailleurs des différents CPAS gagneraient en force, face à leurs directions respectives, en s'unissant dans leur combat pour de meilleures conditions de travail. Enfin les allocataires sociaux sont directement touchés par la dégradation des conditions de travail au CPAS et il est aussi nécessaire d'unir la lutte des comités de défense des CPAS et les travailleurs sociaux du CPAS et de l'associatif. Cela pourrait se faire en diffusant l'information par des tractages ainsi que des réunions pour réfléchir ensemble comment définir une stratégie de lutte.

Contre le harcèlement aux AS :

- > **Stop au programme Telepro !**
- > **Solidarité avec les travailleurs des CPAS !**
- > **Engagement d'assistants sociaux supplémentaires au CPAS !**
- > **Non aux plans d'austérité !**
Non à la diminution des budgets sociaux !
- > **Droit à une vie décente pour tous !**
Droit à un emploi de qualité pour tous !
- > **Les spéculateurs et les grands patrons sont responsables de la crise : C'est à eux de la payer, pas aux travailleurs !**

Secteur non marchand : une drôle de revendication !



Le 30 janvier dernier, un millier de militants du secteur dit non marchand manifestaient en front commun afin de protester contre l'exclusion du secteur des nouvelles mesures de réductions de cotisations sociales. Partant du siège de la CSC, ils se sont rendus au siège de la FEB où ils ont été reçus. Ils ont ensuite rencontré le gouvernement, représenté par Joëlle Milquet.

Le secteur non marchand est touché de plein fouet par les mesures d'austérité et les réformes gouvernementales qui sont en train d'être mises en place. A terme, tout ce pan de l'économie couvert par ce secteur : aide sociale, aide aux personnes, action de réinsertion des demandeurs d'emploi, travail hospitalier, action socioculturelle, action associative

ou coopérative de toutes sortes, toutes ces activités qui seraient censées ne pas viser la rentabilité mais permettre à tou-te-s de vivre correctement, seront attaquées et mises à mal. Les emplois y sont déjà largement précaires et sous-payés. Une manifestation des travailleurs de ce secteur par les temps qui courent apparaît donc comme une évidence et

une nécessité. Ce qui étonne par contre, c'est la revendication centrale mise en avant par le front commun syndical : qu'on réduise les cotisations sociales patronales...

Pour comprendre, il faut se souvenir que depuis maintenant plus de 10 ans, les gouvernements mettent en place une succession

Secteur non marchand : une drôle de revendication !

de mesures de réductions des cotisations sociales et de dispenses de versement d'une partie du précompte professionnel. Ces mesures, qui vident notamment les caisses de la sécurité sociale, étaient – et sont toujours ! – censées améliorer la compétitivité des entreprises. Or, ce qu'on observe dans le secteur marchand, c'est qu'au bout du compte, ces mesures ne créent ni ne sauvegardent aucuns emplois... Qu'on évoque seulement l'impact des cadeaux fiscaux sur les perspectives d'emploi des travailleurs d'ArcelorMittal, de Ford et de Caterpillar. Cette année encore, et malgré le manque évident d'efficacité de telles mesures, le Groupes des 10, qui réunit syndicats et patronat, s'est de nouveau mis d'accord sur de nouvelles réductions, pour un montant de 370 millions d'euros. Seule nouveauté : alors qu'auparavant, le secteur non marchand bénéficiait lui aussi de ces réductions, il en est cette fois-ci exclu : toute l'enveloppe reviendrait aux seules entreprises dites marchandes. Selon le front commun syndical, cette réduction de cotisation serait précisément la mesure qui permettrait de créer plus de 1 500 emplois. C'est pourquoi, « le secteur ne demande rien de plus ou de moins que sa part de réduction de cotisations salariales. »

Ainsi donc depuis 10 ans et aujourd'hui encore, le gouvernement, les fédérations patronales et les confédérations syndicales s'accordent sur des réductions de cotisations, ce qui vide les caisses de l'Etat et affecte directement les budgets de la sécurité sociale... et les dirigeants syndicaux du secteur non marchand ne demandent rien de plus. A aucun moment, cette politique anti-sociale et hypocrite de « réduction des charges » n'est remise en question ! En se déclarant « surpris » par cette mesure, les syndicats occultent le fait que cette nouvelle proposition vient du Groupe des 10, dans lequel les représentants syndicaux

sont pourtant bien présents. La CNE, notamment, affirme que cette réduction de cotisations permettrait d'engager, dans un secteur « de plus en plus soumis à la commercialisation, [laquelle] entraîne déjà des conditions de travail obéissant au rendement avant tout » (Le droit de l'employé, février 2013). Il est vrai que ce secteur se situe de moins en moins en marge des critères de compétitivité et de rentabilité qui président dans le secteur marchand. Mais combattre cette tendance passe-t-elle par la défense d'une mesure de réduction de salaire indirect, typiquement marquée par la recherche de compétitivité des entreprises ?

Pour faire entendre sa voix, le cortège s'est rendu au siège... de la FEB, lui demandant de bien vouloir partager son enveloppe ! Drôle de rencontre que celle-là ! Le PTB félicite les organisateurs et estime la réponse négative de la FEB « décevante »¹ (www.ptb.be, 5 février), montrant par là qu'il y mettait quelques espoirs. Quant à nous, il nous semble qu'il est fort critiquable de réclamer que les patrons se partagent davantage un butin acquis sur les ruines de la sécurité sociale.

Nous comprenons la préoccupation des travailleurs pour l'emploi. Nous sommes nous aussi engagés dans la lutte

pour l'emploi. Mais s'il est clair que le secteur, fort dispersé, doit s'organiser, s'unir et se battre pour garantir des emplois en nombre, des conditions de travail correctes et des services aux personnes de qualité, nous ne pensons pas que c'est avec une telle revendication qu'il y parviendra. Ce qu'il faut avant tout, c'est refinancer le secteur à hauteur des besoins, tout en mettant fin à ces cadeaux patronaux qui vident les caisses de la sécurité sociale et qui détruisent les mécanismes de solidarité que des générations de travailleurs ont bâtis pour assurer leur propre subsistance. L'argent nécessaire pour mettre en œuvre un vaste plan de recrutement pour le secteur non marchand existe ! Taxons les grandes fortunes, suspendons le paiement milliardaire de la dette publique, largement causée par le sauvetage des banques. Que les financiers, actionnaires et spéculateurs se serrent la cravate !

Toute réduction de cotisations met en danger notre système de sécurité sociale !

Fin des intérêts notionnels et de tous les cadeaux fiscaux !

Refinancement du secteur non marchand à hauteur des besoins !

Courrier International n° 10!



Monde Arabe: Deux ans plus tard... la révolution continue!

La revue centrale de la LIT-QI, dédié en grande partie à la Révolution arabe, vient de sortir!

Dans le contenu:

- Révolutions dans le monde arabe
- La question nationale en Europe
- La lutte des femmes et le 8 mars
- Les Etats-Unis après les élections 2012
- Les révolutionnaires et les élections
- ... entre autres!

Vous pouvez l'obtenir auprès du camarade qui vous offre ce journal.

Les MALFRAP :

Une Commission femme dans un syndicat étudiant combatif

Avec l'approfondissement de la crise économique et des politiques austéritaires, on perçoit qu'il y a une véritable dégradation d'acquis importants, fruits de luttes passées intenses pour l'émancipation des femmes. C'est à partir des syndicats qu'il faut organiser la contre-attaque.

Quand on voit notre société belge, on a tendance à croire qu'on se trouve dans une société égalitaire où hommes et femmes ont les mêmes droits, et que par les lois, les femmes sont protégées des inégalités. Mais ce n'est pas le cas. Les vieilles mœurs évoluent lentement et les discriminations persistent !

A Anvers, par exemple, les femmes enceintes sans papiers ne reçoivent pas d'attention médicale gratuite si elles ne signent pas un accord de « retour volontaire ». En Belgique, il y a huit viols (déclarés) par jour, dont 87 % des victimes sont des femmes ; tous les trois jours une femme disparaît dans les réseaux de traite des êtres humains. Sur le marché du travail, l'écart salarial annuel est de 23 %. Les femmes sont plus de 44 % à accepter des contrats à temps partiel, contre 9,3 % pour les hommes, en grande partie suite au fait qu'elles consacrent en moyenne deux fois plus de temps aux tâches liées au ménage et/ou aux enfants que les hommes.

Les universités, des espaces sans oppression ?

Il y a parfois d'importants avancements locaux, comme la création de crèches et de plannings familiaux sur certains campus (« Aimer à l'ULB »), mais ce n'est pas le cas partout. De nombreuses formes d'oppressions restent présentes et nous affectent dans notre quotidien. La publicité envahit nos campus avec des affiches qui présentent les femmes comme des objets décoratifs, désirables et échangeables. Dans la rue, dans le folklore et les bizutages, le langage courant est souvent macho et agressif, et on passe très vite à du harcèlement voire à des agressions sexistes et sexuelles. Dans les auditoriums et les bureaux, certains professeurs utilisent leur position d'autorité pour intimider et obtenir certains comportements des femmes, comme le fait de porter jupes et talons.

Pourquoi dans un syndicat ?

Les étudiants FGTB sont un syndicat d'étudiant-e-s qui se battent pour la démocratisation de l'accès au savoir, contre le capitalisme qui ne voit dans le système éducatif qu'un outil pour former et sélectionner sa main-d'œuvre. Le capitalisme a profondément intégré l'oppression des femmes dans ses structures sociales et idéologiques pour les exploiter davantage, diviser travailleurs et travailleuses et augmenter ses profits. Les pratiques et gestes de discrimination sont tellement intériorisés par les hommes et femmes qu'ils paraissent « naturels » et ne sont pas remis en cause.

L'organisation syndicale elle-même en est imprégnée. Comme elle est hautement masculinisée et la prise de décisions souvent très rapide, il est plus difficile pour une jeune femme d'y prendre la parole, et plus encore d'assumer des responsabilités, ce qui décourage leur participation et affaiblit l'organisation. Face à cette situation, une Commission femme a été créée. Les « Militantes Actives et Libres pour un Féminisme Révolutionnaire Anti-Patriarcat » (MALFRAP) ont constitué un espace non mixte et autonome, où les femmes militantes se réunissent, discutent, tentent d'apporter des réponses politiques aux problèmes et proposent des actions pour lutter contre le machisme, en commençant par conscientiser les hommes avec qui elles militent.

Ce n'est pas un espace qui isole les femmes : c'est un moyen par lequel elles peuvent approfondir des questions politiques de tout type et apporter au débat, dans le syndicat et dans



La première action appuyée par les MALFRAP

les luttes, la vision des femmes, tout en renforçant l'expérience et la confiance des militantes qui y participent. En effet, ce n'est pas aux MALFRAP de porter seules le drapeau de la lutte contre toutes les formes d'oppressions dont sont victimes les femmes, c'est la responsabilité du syndicat et de toutes ses militantes !

Comment agir ?

Il est important de parler de l'oppression des femmes sur le campus. Ça peut passer par l'organisation de films-débats et d'actions-chocs contre la publicité sexiste, par le fait d'avoir une présence active sur le campus, de distribuer des tracts et de recueillir des témoignages, ... Le but est de construire un espace de paroles, d'accueil et de solidarités, qui cherche à forger une conscience collective de lutte contre le machisme, l'austérité et le capitalisme, pour mettre fin à l'oppression des femmes.

(Contact : malfrap@gmail.com)

Droit absolu des femmes au contrôle de leur corps !
Accès libre et gratuit aux moyens contraceptifs et à l'avortement !
Droit à un soutien médical et matériel adéquat
à la naissance et à l'éducation des enfants !
Créations suffisantes de crèches pour permettre la poursuite
d'études aux parents étudiant-e-s et surtout aux mères seules !
Pour une société où nous pourrions vivre sans subir d'abus
ni violences sexuelles, sans oppression ni exploitation !

Déclaration de la LIT-QI : Unité de travailleurs et travailleuses contre le capitalisme

Sur le front de la guerre civile en Syrie, dans les manifestations de la Place Tahrir, dans les grèves et les manifestations en Europe, dans la révolte indignée contre les viols en Inde, il y a des milliers et des milliers de travailleuses. Elles brisent les frontières de l'oppression, rompent la distance préconisée entre la femme et la politique, et montrent que les femmes ont leur place dans les révolutions.

Avec ou sans voile, les femmes arabes sont dans la rue et font activement partie des révolutions en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. En Europe, c'est pareil. Dans la grève générale du 14 novembre, dans les luttes contre les expulsions, dans la grève radicalisée des mineurs des Asturies, dans les mouvements des jeunes sans emploi et dans le mouvement étudiant, les femmes se serrent les coudes avec les hommes dans la résistance contre les plans d'ajustement.

En Inde, les gens sont descendus dans la rue pour protester contre la violence envers les femmes. Une jeune de 23 ans fut victime d'un crime brutal, au retour d'une promenade avec un ami à New Delhi. Elle fut agressée et violée dans un bus, puis jetée du véhicule en mouvement. Le 29 décembre, 13 jours après le viol, la jeune fille est décédée dans un hôpital de Singapour.

Le crime, qui n'était pas un incident isolé, fut la goutte d'eau qui a fait déborder le vase d'une situation insupportable : parmi les crimes qui augmentent le plus en Inde, sept sur dix ont comme victimes des femmes, avec le viol en tête de liste. Une étude de 2010 a révélé que 80 % des femmes ont déjà été victimes de harcèlement verbal à New Delhi et un tiers des femmes ont déjà été physiquement maltraitées.

Ce qui est nouveau, c'est que cette fois, influencés par cette situation généralisée, des hommes et des femmes sont descendus dans la rue et ont sorti de la « sphère privée » un problème social qui touche des

milliers de femmes dans le monde. Les manifestations ont acquis un caractère politique, remettant en question le manque de réponse adéquate du gouvernement et de la police.

En Amérique latine, les femmes uruguayennes ont fait face aux pressions conservatrices de l'Eglise et ont obtenu, comme résultat de leur mobilisation, la dépénalisation de l'avortement, une percée qui devrait servir d'exemple à tout le continent,



Les femmes de la révolution syrienne

malgré encore des limitations.

En première ligne, face aux attaques

Contrairement à la persistante propagande idéologique selon laquelle le machisme aurait pris fin, les données montrent que l'oppression des femmes se poursuit. Un rapport de l'ONU révèle que 70 % des pauvres sont des femmes.

En temps de crise, la situation est encore pire. Selon un rapport du BIT, la crise économique mondiale a laissé 13 millions de femmes au chômage. En Europe, les femmes sont la cible privilégiée des attaques du gouvernement. Elles sont majoritaires dans les emplois de la fonction publique (et 85 % dans le domaine de la santé et de l'éducation), un des secteurs les plus attaqués par les plans d'austérité. Entre 2011 et 2012, le budget européen pour l'éducation a été réduit de 2,3 milliards d'euros.

L'écart salarial a augmenté avec la crise. Il y a deux fois plus de femmes que d'hommes percevant le salaire

minimum. Au Portugal, l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes a augmenté de 4,4 % entre 2007 et 2010.

La double journée de travail de la femme apparaît également dans les données. Une étude de l'OCDE, de 2011, montre que les femmes s'occupent de tâches ménagères pendant, en moyenne, 4 heures par jour de plus que les hommes. Elle révèle également que ce sont les femmes qui sont le plus affectées par la réduction des droits sociaux et des services publics, car ce sont elles les « responsables » de la prise en charge de la maison et de la santé de la famille.

Les politiques de soutien à la grossesse et à la maternité et le droit à l'avortement sont fortement attaqués. C'est particulièrement grave dans un contexte social où la vie est beaucoup plus difficile pour les femmes, surtout les mères. Pour les femmes seules avec des enfants, le risque de pauvreté est de 34 %, alors qu'il est pratiquement inexistant chez les hommes célibataires.

Parallèlement à cela, il y a une offensive idéologique des milieux conservateurs pour défendre, comme solution à la crise et au chômage, le retour des femmes au foyer.

L'explication de tout cela est que le capitalisme a besoin d'imposer un nouveau modèle mondial d'exploitation, avec le démantèlement complet des acquis sociaux de la classe ouvrière européenne pour ouvrir la possibilité de surmonter la crise économique.

La violence domestique et sexuelle

Les conséquences de ce système inégalitaire et injuste pour les femmes ne sont pas seulement économiques. Il s'agit d'une dégénérescence morale profonde de la société : l'argent a plus de valeur que les gens, la vie vaut très peu, et les femmes deviennent de plus en plus une marchandise sur le marché.

C'est dans le contexte d'un système

Déclaration à l'occasion de la journée du 8 mars – LIT-QI

qui ne cesse de mettre en avant les femmes comme la propriété des hommes que la violence domestique et les crimes sexuels, le harcèlement, le viol et le trafic d'êtres humains ont atteint des proportions alarmantes. Selon l'ONU, un milliard de femmes sont maltraitées ou agressées tout au long de leur vie.

Les femmes jeunes sont les premières victimes de crimes sexuels. La traite des êtres humains est une forme de violence barbare à travers laquelle les femmes jeunes sont soumises à l'esclavage sexuel. Pour la bourgeoisie, c'est une activité lucrative. Selon le BIT, le « chiffre d'affaires » du trafic d'êtres humains est estimé à 32 milliards de dollars par an.

Tout cela se produit avec la négligence et, souvent, la complicité des gouvernements capitalistes. Le cas de la disparition de Carolina Garzón, une jeune militante de la LIT-QI, est un symbole de ce qui se passe avec des milliers de femmes dans le monde. Notre camarade colombienne a disparu en Equateur le 28 avril 2012. Près d'un an plus tard, la police équatorienne veut clôturer l'enquête avec l'argument, sans preuve, qu'elle serait tombée accidentellement dans une rivière et se serait noyée. Comme Carolina, des milliers de femmes dans le monde ont disparu, victimes de la barbarie capitaliste.

Quelle issue ?

La bourgeoisie, consciente du rôle du machisme dans la société capitaliste, stimule cette idéologie réactionnaire, qui divise la classe ouvrière et encourage la soumission et la servilité des femmes.

Dans le même temps, des secteurs bourgeois essayent de disputer la direction des luttes des femmes. Des organisations comme la Marche mondiale des femmes font la propagande à travers le monde de la « théorie de l'entrée au pouvoir », donnant un nouveau visage à d'anciennes réponses réformistes.

Selon cette théorie, l'arrivée des femmes au pouvoir, à l'instar d'Angela Merkel, Cristina Kirchner et Dilma Rousseff, est la solution pour les questions de la femme. C'est l'ancienne proposition de la « solidarité entre femmes », c'est-à-



Commemoration de la chute de Mubarak, place Tahrir

dire que les femmes, unies dans la lutte contre les hommes, peuvent se débarrasser du patriarcat.

Entre-temps, les travailleuses de ces pays gouvernés par des femmes sont toujours dans la pauvreté. Qui plus est, ces femmes à la tête de gouvernements sont les premières à mettre en œuvre des plans d'austérité.

Hommes et femmes de la classe ouvrière, unis contre le capitalisme et le machisme

Toute lutte des travailleurs pour le droit le plus élémentaire est importante et doit être permanente, car aucune conquête n'est définitive dans ce système. A une époque de crise internationale, c'est plus vrai que jamais. La surexploitation touche de plein fouet les secteurs opprimés, y compris les femmes. Mais pas toutes les femmes, car il y a parmi elles les attaquantes et les attaquées.

Les femmes bourgeoises ou celles qui occupent des postes au sommet des gouvernements, bien qu'elles subissent l'oppression, ne se trouvent pas dans les mêmes conditions que les travailleuses : elles ne subissent pas l'exploitation et, au contraire, aident à garantir que les travailleuses continuent à être exploitées.

Les femmes qui se trouvent en première ligne et ont participé activement aux manifestations en cours, à la fois en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, sont les travailleuses.

Les travailleuses peuvent s'unir occasionnellement avec les femmes bourgeoises pour tel ou tel droit démocratique, comme, par exemple, le droit à l'avortement. Mais ces

accords se rompent rapidement dès qu'ils entrent en collision avec les limites du capital.

C'est pourquoi l'unité stratégique des travailleuses est celle avec leur propre classe, la seule capable de vaincre le capitalisme et de promouvoir les conditions pour une société socialiste, qui à son tour ouvrira les conditions pour la réalisation de la pleine égalité.

Les hommes travailleurs qui pratiquent le machisme et défendent cette idéologie, défendront à la longue, consciemment ou inconsciemment, les patrons. Lorsqu'un travailleur cesse de pratiquer le machisme et assume la bannière contre l'oppression, il compromet l'objectif du patron de diviser pour surexploiter.

Avec chaque droit refusé aux femmes, le capitalisme avance dans la violation des droits de toute la classe. Le machisme ne favorise que la bourgeoisie. Les organisations des travailleurs doivent donc prendre en charge les revendications des femmes ; si elles ne le font pas, les femmes seront à la merci des alternatives de front populaire qui mèneront leurs luttes à la défaite.

En cette journée du 8 mars, la LIT-QI appelle toutes les travailleuses à s'organiser et à se battre aux côtés des hommes de leur classe pour défendre leurs droits, et les invite à se joindre à la construction du parti révolutionnaire, l'outil essentiel dans la lutte pour le renversement du capitalisme et pour la construction du socialisme, seule voie pour mettre fin à toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Deux délégués tirent les enseignements de la lutte

En juin 2012 le ministre Paul Magnette déposait son projet de réforme pour scinder le groupe SNCB et faire une société dite bicéphale : Infrabel d'un côté, SNCB d'un autre, en supprimant la SNCB Holding. Les syndicats cheminots ont directement répliqué en défendant une seule société intégrée pour plus de cohérence pour le service aux usagers et comme meilleure garantie pour défendre le service public et l'unicité du statut. Le Kern a approuvé le projet de Magnette début janvier 2013, mais la lutte n'est pas finie...

Voici un entretien avec deux délégués de la CGSP Cheminots de Bruxelles qui ont participé à ce combat, et qui dès à présent en ont tiré déjà des conclusions.

PI : Peux-tu nous rappeler brièvement l'historique la lutte ?

S : Au début, en juin, juillet 2012, la mobilisation a été très forte en termes d'informations, de mobilisations et autres. C'était quand même pas mal. J'ai été assez surpris de la réactivité de la Régionale de Bruxelles... A partir de septembre, bien que certains

avaient proposé de bloquer les trains, Thalys, Eurostar et autres, et de faire des mouvements de manifestations plus importantes... cela n'a pas été fait. Puis on a laissé couler un peu l'eau sous les ponts avec les négociations, il y avait des signaux qui faisaient qu'il fallait attendre et ne pas tout casser... Et puis au bout du compte, arrivé en octobre ou novembre, on s'est rendu compte qu'il n'y avait pas grand-chose qui était arrivé... le ministre invitait encore les partenaires sociaux à venir négocier, il avait envoyé le document à analyser la veille alors qu'ils se voyaient le lendemain à 9h00. Pour mettre les gens en condition de négocier convenablement, je trouve ça un peu déplacé.

(...) La colère, elle, était un peu présente au début, mais après il y a comme une chape de plomb, parce que les médias ont ressassé le discours du gouvernement en disant que tout va bien, en donnant aussi l'image que ce sont les syndicalistes qui bloquent les choses.

PI : Où en es-tu aujourd'hui et quel bilan tires-tu de ce combat ?

S : La manière dont nous avons structuré la lutte dans le moyen

terme a été sur la fin galvaudée. On s'est un peu fait tourné en bourrique par le ministre de tutelle, par le cabinet. Par rapport à la lutte contre le plan Magnette, « on s'est fait avoir ». (...) La structure unifiée, je ne vois pas comment on va arriver à l'obtenir. Si on n'a pas réussi dès le départ à avoir des documents qui valident au moins la structure unifiée, je ne vois pas comment des gens qui on dit oui à un moment, vont faire machine arrière. Donc, on n'a aucune garantie que le statut va être conservé...

C : C'est vraiment le gros point d'interrogation, parce que si l'on fait une bicéphale qui est encore à même de répartir le personnel dans les deux entreprises, ça peut être une bonne chose, mais qui peut dire si le service du personnel est complètement indépendant, vers quoi va-t-on ? (...) On est dans une situation très compliquée, car on est fort dans l'expectative, on ne sait pas où cela nous mène. L'avenir, c'est très important ! Ce qui importe dans une entreprise, c'est de savoir où on va, quel est le futur de l'entreprise, et nous, on ne sait pas...

S : Est-ce que les manifestations, les grèves et les actions qu'on a mises en place jusqu'à aujourd'hui sont suffisantes pour que notre ministre de tutelle, son cabinet et, bien sûr, le gouvernement se rendent compte de la réelle problématique du chemin de fer belge ? Moi je pense que non. Je ne dis pas que tous les moyens mis en œuvre sont inefficaces ou ont été inutiles, ce n'est pas vrai. Mais dans le futur, il faudrait aller vers des choses plus dures.

C : Assurément, il y a encore de l'espace pour la lutte. Mais je dirais que si on veut faire bouger les choses, on est quand même très limités parce qu'on n'est déjà pas suivi par ceux au-dessus de nous, par les sommets. C'est comme si tu voulais monter sur l'Himalaya et que tu ne sais pas grimper une colline... et on vous dit « vous ne pouvez pas dépasser cette colline-là », alors que tout se passe là-haut. Il y a un gros malaise, un gros malaise...

PI : A quoi est dû le malaise ?



Interview avec délégués CGSP-Cheminots - Bruxelles

S : Ironiquement, on nous a dit que l'on négociait au départ pour une structure intégrée. Maintenant, il a été relevé en réunion que dans le dernier document distribué on parle de structure bicéphale. Erreur de langage, problème de syntaxe ? Pour un problème aussi stratégique, c'est étonnant. Dans le verbal, on nous dit quelque chose pour atténuer la grogne, mais on peut le faire autrement par écrit !

C : Le syndicat a déjà fait marche arrière, on est déjà dans une société bicéphale, le syndicat, de fait, a déjà accepté cela ! Si on est dans une société bicéphale, c'est qu'ils auront quand même encore une main mise sur une des deux sociétés ou sur les deux sociétés, sinon ils n'auraient pas accepté les négociations.

C : Il y a un dilemme : on est quand même fort tenus à l'écart de ce qui se dit et ne se dit pas, de ce qui se négocie et ne se négocie pas. On est vraiment dans le flou artistique. Il est vraiment difficile de savoir ce que vont dire nos dirigeants syndicaux, de les entendre exposer clairement ce que le ministre propose, et ce qu'ils lui répondent... (...) OK, il y a un droit de réserve sur ce qui est discuté avec le sommet, mais nous, on veut être informés et ce n'est pas le cas...

S : Quand on n'a pas l'information, quand on ne nous la donne pas, on ne nous dit pas tout ce qui se passe, on ne nous dit pas tout ce qui est dit. Forcément, on nous dira que c'est le secret des dieux, mais je regrette, on nous dit être des délégués syndicaux, on nous dit représenter la base, on nous dit motiver nos collègues et bien sûr nos affiliés... Là, par contre, on n'a pas le dessous des cartes et c'est le gros problème des délégués au sein de la SNCB. Il faut renvoyer l'information vers le bas.

C : Nous sommes limités en tant que délégués. Au-dessus de nous il y a des régionales, et puis il y a le national qui est en contact avec les responsables de l'entreprise... Nous n'avons pas le pouvoir de discuter avec des décideurs. Ce que nous pensons, on l'exprime face à des permanents qui doivent répercuter cela au national. Notre pouvoir est très faible : on a seulement le

pouvoir des gens qui nous posent des questions, et ce que nous pensons, nous le répercutons au niveau des permanents. Et au niveau plus haut, des décisions sont prises et nous n'avons pas de prise sur cela.

PI : Pourquoi ne recevez-vous pas l'information que vous demandez ?

C : Je pense que le syndicat, à l'heure actuelle, ne mène pas le combat suffisamment, parce qu'il a certainement des instructions, des connaissances sur les plans économiques, sur ce qui va se passer... Je pense qu'il y a des choses qui ne sont pas communiquées au niveau des permanents. Ils reçoivent des directives au niveau national et ils savent que s'ils vont combattre certaines directives, ils se mettent eux-mêmes en danger.

C : On est fort déconnecté du système, ça a fort changé dans le syndicat malheureusement. Le syndicat a évolué vers une bureaucratie et ce n'est pas cela le syndicat. Le syndicat ça se mène sur les lieux de travail avec des actions et des discussions, mais pas en devenant des syndicalistes en col et cravate. Ce n'est pas bon cela, mais on va vers cela...

S : Je pense que nos permanents régionaux et nationaux ont une idée de ce qui se passe sur le terrain, mais pour certains, ils sont assez déconnectés de pas mal de réalités du terrain, parce que nous, on est face à des inquiétudes de gens qui posent des questions en termes de choix de carrière, de choix professionnels. Être à la direction ou être sur le terrain c'est très différent, et il faut parfois faire des piqûres de rappel, en venant plus souvent voir ce qui se passe sur le terrain...

PI : Comment penses-tu que l'on peut revigorer le combat syndical ?

S : L'action syndicale devrait prendre en compte le désir réel des gens, en les consultant, en faisant la somme de ce qu'ils attendent, pour exercer au mieux le pouvoir confié, et que ce pouvoir puisse s'exercer avec force, et surtout pour lutter.

C : En écoutant d'abord la base,

on reflète donc ce qu'il y a dans la base, leurs inquiétudes, car ils ont peur, ils ont peur pour le statut, et on essaye de le répercuter. (...)

Il y a aussi un problème ! On n'a pas nos réunions en même temps que les néerlandophones, mais on est dans le même syndicat, c'est une aberration, et il y a les moyens pour traduire et cela souderait beaucoup plus les néerlandophones et les francophones si on avait les réunions régionales ensemble. Pourquoi fait-on cette scission ? C'est un problème de décision structurelle.

PI : Comment penses-tu que l'on pourrait mieux répercuter les désirs de la base ?

C : Justement, on a créé un document pour consulter la base, savoir ce que la base pense, ce qui n'est jamais arrivé. Je n'ai encore jamais vu un tract comme cela. Il faut aller vers les jeunes, les jeunes ne viennent pas vers nous. (...) Le tract pose quelques questions essentielles pour savoir ce que les gens veulent au niveau de l'entreprise. Qu'est-ce qu'ils sont prêts à faire comme démarche pour faire changer les choses, et si on fait une démarche, est-ce qu'ils vont suivre dans cette action ? Je pense qu'ils vont réagir. Le tract est un bon moyen de savoir ce que pense la base, sans manipuler la base. Une consultation populaire à la base, je pense que c'est le meilleur instrument. (...)

Le problème, c'est que nous devons d'abord soumettre ce tract aux permanents qui vont nous donner le feu vert pour lancer ce tract ou pas. On ne désespère pas. On y croit, on se dit que la raison va l'emporter, on reste positif dans la démarche.

PI : Dans l'assemblée qui suit cette interview, les permanents ont tout fait pour que le tract pour une consultation de la base n'ait pas pu être voté. Ce faisant, des masques sont tombés...

Venezuela:

Face à la mort d'Hugo Chávez

Hugo Chávez est décédé et l'impact politique est mondial. Ce n'est pas étonnant, car l'ancien président vénézuélien est sans aucun doute apparu comme un acteur majeur de ces deux dernières décennies d'histoire politique, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Amérique latine.

Ce sont des heures de grand chagrin et d'incertitude pour des millions de Vénézuéliens qui ont politiquement fait confiance en Chávez et l'ont considéré comme un dirigeant identifié à leurs intérêts et à leur désir d'améliorer leurs conditions de vie.

Il y a aussi beaucoup de militants sociaux et de gauche qui ont vu honnêtement dans la figure de Chávez un chef de file véritablement anti-impérialiste et même socialiste.

Au niveau de la LIT-QI, nous comprenons ce chagrin et cette consternation, car aucun sentiment populaire ne nous est indifférent. Toutefois, même au milieu de cette tristesse, nous devons réfléchir à ce qu'a signifié le gouvernement de Chávez et aux défis actuels de la classe ouvrière et du peuple vénézuéliens.

Que fut le gouvernement de Chávez ?

La mort de Chávez remet au premier plan tout le débat sur le caractère de classe de son gouvernement et du régime politique qu'il a mis en place au Venezuela, ainsi que sur ses vrais rapports avec l'impérialisme.

Ce débat continue de tracer une ligne de partage des eaux au sein de la gauche mondiale. Il devient d'autant plus nécessaire qu'il existe une incertitude quant à l'orientation que prendra aujourd'hui le chavisme sans Chávez.

Notre position est que le gouvernement d'Hugo Chávez n'a jamais été socialiste. Son gouvernement était un gouvernement bourgeois, c'est-à-dire au service du maintien et de la défense du système capitaliste et de son État au Venezuela.

Cela ne signifie pas que le gouvernement capitaliste de Chávez

ait été égal à celui de Carlos Andrés Pérez et aux précédents qui ont existé dans le cadre du « Pacte de Punto Fijo » (AD et COPEI). Ceux-ci furent des gouvernements capitalistes pleinement et ouvertement soumis à l'impérialisme. Après des décennies de pillage et de corruption, ils se trouvèrent si usés qu'ils furent remis en question par les masses vénézuéliennes, ce qui donna lieu au « Caracazo ». Dans ce processus, et grâce à sa tentative de putsh contre Pérez, Chávez commença à gagner en popularité.

Le projet de Chávez – et ensuite de son gouvernement – prit un caractère bourgeois de type nationaliste, à travers cette combinaison de crise des partis bourgeois traditionnels et de montée ouvrière et populaire. C'est ce qui créa la nécessité de toute une rhétorique « anti-impérialiste » et « socialiste ». Le gouvernement dut faire ainsi quelques concessions (essentiellement des mesures de bienfaisance, à travers les Missions), mais ces concessions restèrent très inférieures à celles d'autres gouvernements nationalistes bourgeois des décennies précédentes, comme ceux de Perón en Argentine, de Cárdenas au Mexique ou de Nasser en Égypte.

Ce qu'il avait bel et bien en commun avec ces derniers gouvernements, c'est que, par son caractère de classe, il lui était impossible d'aller jusqu'au bout dans ses confrontations avec l'impérialisme. Et il n'a pas tardé à lui capituler finalement.

Dans ce cadre, tout le discours sur le « Socialisme du XXI^e siècle », ainsi que les attaques rhétoriques contre l'impérialisme étasunien (surtout au temps de George Bush) ne correspondaient jamais à sa pratique politique et ne servaient qu'à confondre les gens et à cacher



la même soumission et le même bradage de toujours.

Les relations avec l'impérialisme

La réalité concrète montre que, durant ces 14 années de régime et gouvernement chavistes, le Venezuela est toujours resté dépendant de l'impérialisme, comme auparavant.

La dette extérieure a toujours été payée très ponctuellement par Chávez aux créanciers internationaux. Au total, la dette vénézuélienne a récemment atteint un record de 105 milliards de dollars, soit 30 % du PIB du pays.

Les nationalisations promues par Chávez, tant vantées par son courant latino-américain, furent menées, dans tous les cas, de manière négociée, assurant des indemnités succulentes pour les secteurs bourgeois « affectés ». Qui plus est, dans de nombreux cas, il s'agissait tout simplement de l'achat d'actions de ces sociétés par l'État, ce qui donnait lieu à la création de « sociétés mixtes » permettant aux multinationales d'exploiter les ressources naturelles

et énergétiques en collaboration avec l'Etat. C'est ainsi que des entreprises impérialistes comme Chevron et Exxon-Mobil contrôlent non seulement la production de pétrole du pays et en tirent profit, mais en sont même devenues propriétaires à 40 %.

Ces dernières années, même le ton des discours a baissé. La vérité, c'est que Bush était une chose, mais qu'Obama en était une autre, y compris dans la rhétorique de Chávez. Il suffit de se rappeler ses déclarations lors des dernières élections : « Si moi j'étais étasunien, je voterais pour Obama. Et je pense que si Obama était de Barlovento ou d'un quartier de Caracas, il voterait pour Chávez. J'en suis sûr. »

Est-il vrai qu'au Venezuela il existe un « socialisme du XXI^e siècle » ?

La réalité sociale est également contraire aux discours officiels. Etant donné qu'aucunes mesures anticapitalistes de fond n'ont été prises, et qu'il n'y a pas eu de rupture avec l'impérialisme, le peuple vénézuélien continue d'être à la merci des fléaux du chômage, des pénuries, de l'inflation élevée – 20 % en 2012 – et de l'extrême pauvreté. Cette dernière touche 29,5 % de la population, en dépit de toutes les mesures de bienfaisance du gouvernement. Selon les chiffres officiels de 2010, les 20 % les plus riches de la population accaparent 45 % du revenu national, tandis que les 20 % les plus pauvres doivent se contenter de 6 %.

Parler de « socialisme du XXI^e siècle » dans de telles conditions, c'est aider la campagne mondiale contre le socialisme que l'impérialisme mène depuis la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS et les Etats de l'Europe de l'Est. Comment peut-il y avoir socialisme quand le taux d'exploitation de la classe ouvrière augmente, que l'économie privée a le vent en poupe au détriment de la misère du peuple, et que la bourgeoisie s'approprie la part du lion du revenu national ?

Cette réalité est indéniable. Les « missions » tant vantées n'ont pas résolu les problèmes – et ne peuvent

pas les résoudre – car elles ne sont que des mesures compensatoires, telles que proposées par la Banque mondiale, sur la base d'une redistribution minimale des revenus du pétrole pour remédier à la situation désespérée de certains secteurs de la population plongés dans une pauvreté extrême. Il s'agit de contenir, dans une certaine mesure, d'éventuels troubles sociaux tout en créant une clientèle politico-électorale favorable au gouvernement.

L'autre face de cette politique économique est l'émergence et le renforcement de nouveaux secteurs bourgeois, complètement parasites des affaires de l'Etat. En effet, à partir des « entreprises mixtes » et de la cooptation de beaucoup de dirigeants syndicaux et sociaux, une bourgeoisie bolivarienne, dite « bolibourgeoisie », s'est développée.

Ces nouveaux riches, qui ont amassé des fortunes suite à leurs affaires avec l'Etat, tiennent comme l'un de leurs principaux représentants l'ancien militaire et l'actuel président de l'Assemblée nationale, Diosdado Cabello, propriétaire de trois banques et de plusieurs entreprises ayant des contrats avec l'Etat.

Un régime autoritaire et anti-ouvrier ?

Bien qu'il s'appuyait partiellement sur le mouvement ouvrier et de masses, Chávez a toujours essayé de le contrôler et de le museler. Il a stimulé et renforcé une bureaucratie syndicale aux caractéristiques de gangsters et complètement subordonnée à sa figure.

En ce sens, toute la propagande officielle et tous les discours sur « la défense de la révolution bolivarienne » et « la construction du socialisme » face aux « ennemis de la patrie » servaient aussi à la mise au pas du mouvement syndical et populaire, et continuent de le faire. Ceci imposa l'idée que celui qui n'est pas avec Chávez est avec la « contre-révolution ».

En 2006, Chávez franchit un cap en ce sens en promouvant la

formation du PSUV (Parti Socialiste Uni du Venezuela), avec l'intention d'« envelopper » le mouvement ouvrier et la gauche vénézuélienne dans un « parti unique ».

Comme conséquence de ce régime, tous les secteurs (y compris de nombreux secteurs ouvriers) qui se sont mis à lutter ont été victimes de répressions brutales, d'assassinats sélectifs et de persécutions politiques ou syndicales. Citons notamment la répression contre les travailleurs de Petrocasa (dans l'Etat de Carabobo), de Sanitarios Maracay, de Mitsubishi, contre les peuples autochtones et plusieurs secteurs de paysans qui occupèrent les terres des latifundistes, « bolivariens » ou non.

Tous ces secteurs qui se sont battus contre les mesures gouvernementales ont été accusés, sans exception, de « déstabilisateurs » ou de « contre-révolutionnaires », comme d'ailleurs tous ceux qui ont refusé d'entrer ou de se diluer dans le PSUV.

Le soutien de Chávez aux régimes génocidaires

Tous ces faits seraient déjà suffisants pour démontrer qu'il n'existe ni n'a existé de socialisme au Venezuela, mais bien plutôt un gouvernement qui a garanti des fortunes à un secteur de la bourgeoisie, qui a payé religieusement la dette extérieure et qui a continué à brader les richesses du pays à l'impérialisme ; un gouvernement qui, pour contenir la population, a combiné la bienfaisance, grâce aux ressources provenant des périodes de bons prix internationaux du pétrole, avec la répression directe contre les secteurs ouvriers et populaires qui se sont engagés dans la lutte.

Nous devons toutefois mentionner encore deux faits démontrant profondément le caractère de classe du gouvernement de Chávez. Le premier, qui révèle la soumission de Chávez aux intérêts de l'impérialisme mondial, est sa collaboration honteuse avec le gouvernement réactionnaire et pro-étasunien de Juan Manuel Santos,

Venezuela - Face à la mort d'Hugo Chávez



successeur du génocidaire Álvaro Uribe. Chávez remit des militants liés aux FARC aux mains du gouvernement colombien (comme ce fut le cas du journaliste Joaquín Pérez Becerra et d'autres militants sociaux), violant même les normes juridiques en vigueur au Venezuela pour de tels cas, tout cela suite à une demande directe de Santos. Comment peut-on considérer comme anti-impérialiste quelqu'un qui collabore avec le principal laquais des Etats-Unis en Amérique du Sud, en jettant des combattants dans les prisons colombiennes ?

D'autre part, quand éclata le processus révolutionnaire au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le gouvernement « socialiste » de Chávez accorda un soutien inconditionnel aux dictateurs sanguinaires comme Kadhafi et Al Assad, au moment même où les peuples libyens et syriens prenaient les armes contre ces régimes. Et il fit cela en présentant ces dictateurs comme des « combattants anti-impérialistes », alors que, depuis belle lurette, ceux-ci ne faisaient rien d'autre que de s'incliner devant l'impérialisme. Ceci provoqua une grande confusion parmi les militants des révolutions en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, qui ainsi perçoivent « la gauche » comme l'alliée des dictateurs assassins qui oppriment leur peuple, à cause du poids de Chávez (et de Castro). Chávez a trahi ces révolutions populaires et a offert à l'impérialisme, sur un plateau d'or, la lutte pour les libertés démocratiques et pour les droits de

l'homme.

Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui Santos et Al Assad pleurent le départ de Chávez et lui rendent hommage.

Perspectives

Depuis le départ physique de Chávez, Nicolás Maduro, anciennement vice-président et successeur désigné directement par le désormais ex-président, assume le pouvoir. De nouvelles élections sont annoncées dans les 30 jours. La plupart des forces politiques estiment qu'une victoire électorale du chavisme, avec l'élection de Maduro comme président, est le résultat le plus probable, même s'il n'est pas certain.

Ce qui est bien certain, quel que soit le vainqueur, c'est que le nouveau président devra mettre en œuvre une série de plans d'ajustement économique, clairement impopulaires, sans la figure de Chávez pour faire contrepoids aux affrontements de classe. Et pour cela, le chavisme devra renforcer les mesures totalitaires pour freiner les luttes et les protestations contre ces nouvelles attaques économiques et sociales.

La droite vénézuélienne traditionnelle, ouvertement réactionnaire et putschiste, voit la mort de Chávez comme une occasion pour relever la tête et reprendre le pouvoir. Capriles et la vieille bourgeoisie vénézuélienne, qui veulent retourner au pouvoir afin d'obtenir des bénéfices comme agents directs de l'impérialisme, ne sont pas une issue pour le peuple et

les travailleurs. Capriles représente une autre variante politique capitaliste pro-étasunienne qui va continuer à exploiter les travailleurs, comme c'est le cas dans les provinces qu'ils dirigent depuis de nombreuses années (Miranda, Zulia, Carabobo, etc.) Leur programme est de brader mieux encore le pétrole vénézuélien aux cartels internationaux et de défendre les grands entrepreneurs nationaux et étrangers. Capriles n'est qu'un plat réchauffé ; il ne propose rien de nouveau pour les travailleurs et le peuple.

Il faut construire une issue ouvrière et socialiste

Une profonde réflexion s'impose actuellement sur le bilan de ce que le gouvernement Chávez a représenté, chez tous les militants sociaux, en particulier et surtout au sein de la gauche révolutionnaire et socialiste.

Il s'agit d'un débat stratégique pour tous ceux qui aspirent à une véritable issue ouvrière et socialiste. La tâche urgente est de construire un troisième espace politique, avec indépendance de classe et en opposition tant au chavisme qu'à la droite traditionnelle néolibérale. Pour nous, la seule issue pour résoudre définitivement les problèmes de la classe ouvrière et du peuple vénézuélien passe, aujourd'hui encore, par l'organisation et la mobilisation indépendantes de leurs forces.

Nous avons besoin d'une alternative politique qui soulève le drapeau du gouvernement ouvrier, paysan et populaire, qui exproprie la bourgeoisie et l'impérialisme, qui nationalise la banque et le commerce extérieur, et qui, par là, initie la construction d'une société sans classes. En d'autres termes, la construction d'une véritable direction politique socialiste, révolutionnaire et internationaliste.

Pour ce faire, il est essentiel que la classe ouvrière vénézuélienne se fie uniquement et exclusivement à ses propres forces et prenne en main son destin. C'est la seule voie vers un vrai socialisme.

Rencontre Internationale du Syndicalisme Alternatif: « Partager des expériences, avancer dans la solidarité et l'unité dans la lutte, discuter de la stratégie et des modèles organisationnels »

Cette rencontre du syndicalisme alternatif et combatif qui se réalise à Paris du 22 au 24 mars est co-organisée par quatre centrales syndicales, l'Union Syndicale SOLIDAIRES (France), la Centrale Syndicale et Populaire CONLUTAS (Brésil), l'Organisation Démocratique du Travail (Maroc) et la Confédération Générale du Travail (Espagne). Elles sont déterminées à avancer dans la coordination du syndicalisme de lutte, au plan international, qui se donne pour projet d'allier la défense des intérêts immédiats des travailleurs et travailleuses avec la volonté d'un changement social profond. Le syndicalisme de lutte ne veut pas se limiter au champ revendicatif économique mais cherche à englober des sujets comme le droit au logement, à la terre, l'égalité entre hommes et femmes, l'antiracisme, l'écologie, l'anticolonialisme, etc.

Nous partageons pleinement l'essence de leur appel :

« Le syndicalisme ne peut cautionner des pactes avec les pouvoirs en place pour valider des mesures antisociales. Le syndicalisme a la responsabilité d'organiser la résistance à l'échelle internationale, pour construire à travers les luttes la nécessaire transformation sociale de la société. En organisant cette rencontre, nous n'avons pas la prétention de déclarer la constitution d'une nouvelle organisation internationale ! Nous voulons renforcer, élargir, rendre plus efficace, un réseau du syndicalisme offensif, démocratique, autonome, alternatif, internationaliste. Face à la crise qui frappe les populations de tous les pays, et dont le capitalisme est responsable, il est nécessaire de coordonner et d'unifier nos luttes. Nous appelons les collectifs syndicaux à nous rejoindre pour construire cette unité d'action syndicale, nécessaire pour combattre les reculs sociaux, conquérir de nouveaux droits et construire une société différente... »

Renforcer la dynamique et l'unité des luttes

Dans un entretien avec Dirceu Travesso (dirigeant de CSP-Conlutas et organisateur de l'événement), il nous commentait ceci :

« A l'heure actuelle, la résistance aux plans d'austérité, la réponse des travailleurs, est beaucoup plus élevée : il y a des processus de lutte en Grèce, en Italie, en Espagne, en Inde... Les combats se radicalisent davantage, comme dans le cas de la mine de Marikana en Afrique du Sud. Et une coordination internationale naturelle commence à apparaître, comme on le voit en Europe avec le 14N et lors de la journée internationale de lutte menée sur plusieurs sites de General Motors, dans plusieurs pays. La lutte des peuples arabes mérite aussi une attention particulière, en raison de son importance. »

« Mais les vieilles directions bureaucratiques – bien qu'elles dirigent et influencent encore des secteurs importants de travailleurs – sont en crise, parce qu'elles n'organisent pas la lutte à l'échelle nationale, et encore moins internationale. Elles sont complices des ajustements budgétaires des gouvernements et des entreprises. Lorsque le processus les oblige à se mettre à la tête et prendre l'une ou l'autre mesure, elles le font formellement et pour freiner. Il faut donc avancer sur une autre voie, avec les secteurs syndicaux plus militants, même s'ils sont encore une minorité. Il faut aller de l'avant sur la voie de la dernière « grève européenne » (14N) et de la journée internationale de General Motors. »

La rencontre s'articulera autour de quatre modules de réflexion :

1 - Face à la situation de crise du système capitaliste, quelles réponses, quelles propositions et quel avenir le syndicalisme alternatif et

de base construit-il ?

2 - Syndicalisme et mouvements sociaux : comment retrouver l'unité dans la lutte contre l'exploitation et les oppressions? Comment établir des liens avec les associations, groupes, comités,... qui agissent dans la lutte pour la régularisation des sans-papiers, pour le droit au logement, contre le chômage et la précarité, pour la défense de l'environnement et l'écologie, contre toutes les formes de discriminations et d'oppressions, etc.?

3 - Quelles propositions de campagnes et d'initiatives communes ? Actions de solidarité syndicale ciblées sur un pays, appui à des luttes et à des campagnes internationales en cours,...

4 - Quels moyens pour avancer uni-e-s dans la lutte ? Site internet, travail par secteur professionnel, coordination,...

De Belgique, participeront trois délégations, respectivement de la CNE, des cheminots de la CGSP et des Étudiants FGTB (sections bruxelloises). Dans un prochain article, nous publierons les conclusions de cette importante rencontre.

Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal **Presse Internationale** est 100% indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de

20 EUR pour 10 numéros

- Versez le montant sur le compte **Ligue Communiste des Travailleurs** N° 523-0416096-41 avec mention de votre nom et « Abonnement PI »
- Communiquez votre adresse postale, soit par e-mail à lct.cwb@gmail.com soit par la poste à
J. Talpe
Rue de l'Elan, 73 - Bte 10
1170 Watermael-Boitsfort

Les travailleurs ont besoin d'une alternative politique!

L'appel de Charleroi

Dans son discours du 1er Mai 2012, Daniel Piron, Secrétaire Régional de la FGTB Charleroi-Sud Hainaut, lançait un appel mémorable (à lire sur notre site). Partant du contexte de crise économique depuis 1975 et des nombreuses « trahisons » du PS – le budget 2012 « antisocial et antisolidaire » fut la goutte de trop – il faisait le constat que « la politique du moindre mal ne passe plus » chez ses militants. « Les responsables syndicaux de toutes nos centrales professionnelles sont déterminés, unanimement, à mener cette bataille contre le capitalisme et ses griots. » « Ce système ne peut être réformé. Il doit disparaître. Mais se contenter de l'affirmer du haut de cette tribune ne suffit pas. Faut-il encore nous en donner les moyens et le relais politique pour concrétiser notre objectif. »

En insistant sur le fait que « l'indépendance syndicale n'est pas synonyme d'apolitisme », il lançait au nom de sa Régionale « un appel à un rassemblement à gauche du PS et d'Ecolo », adressé aux « forces vives, actives, militantes et anticapitalistes porteuses d'espoir pour le monde du travail ».

Le Parti du Travail de Belgique (PTB), le Mouvement de gauche (MG), le Parti humaniste (PH), le Front de Gauche de Charleroi, le Parti socialiste de lutte (PSL), le Parti communiste (PC), la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et nous-mêmes, la LCT, nous nous sommes engagés à constituer un Comité de soutien pour concrétiser cet appel. Lors de l'assemblée de février, la CNE, la centrale aujourd'hui la plus combative de la CSC, a annoncé qu'elle rejoignait l'appel. Cela représente un renfort important ainsi qu'une ouverture plus que bienvenue au front commun syndical. Nous espérons que cette démarche pousse le Comité de soutien à devenir un lieu de convergence et de coordination des militants et des secteurs syndicaux combattifs !

L'unité doit naître et s'exprimer dans les luttes

Tandis que nos droits et nos conditions de vie sont attaqués de plein



fouet, la LCT soutient activement tout processus de construction d'un outil politique et syndical anticapitaliste qui serait capable d'organiser efficacement nos luttes et d'engranger des victoires à long terme. La rupture du mouvement ouvrier avec les partis qui gèrent ou qui ont l'ambition de gérer le capitalisme est une étape importante. En renforçant les liens des syndicats avec les partis dits de la gauche « radicale », la possibilité s'ouvre pour les travailleurs avec et sans emploi de se réappropriier le débat et l'action politique dans la défense de nos intérêts de classe.

Dans la plus large démocratie et le respect de l'autonomie des organisations syndicales vis-à-vis des partis, le Comité de soutien est aujourd'hui une très bonne initiative pour faire des propositions concrètes contre l'austérité. Il faut en finir avec les coupes budgétaires et le paiement de la dette publique ! Il nous faut un programme qui propose une sortie de fond à la crise, qui fasse payer ceux qui l'ont provoquée et non qui surexploite les travailleurs.

Pour la LCT, le Comité de soutien doit être bien plus qu'un simple front électoral, où un patchwork de logos de gauche se limiterait à inviter les gens à prendre leur destin en main le seul jour des élections. Un tel projet serait voué à l'échec, y compris électoral. L'unité de la gauche dont nous avons besoin doit permettre d'ouvrir le débat politique avec les travailleurs dans les entreprises, en se mettant au service de leurs luttes, en leur donnant des perspectives et en cherchant à les

unifier, jusqu'à arracher des victoires. C'est dans l'action que nous pouvons et devons construire l'outil politique qui nous permettra de développer la conscience collective – de classe – des travailleurs, afin de détruire le modèle basé sur l'austérité et le pillage des biens publics proposé par le gouvernement. C'est dans l'action commune que la gauche révolutionnaire doit faire ses preuves et doit façonner son programme. Par la suite, si une telle démarche devait porter ses fruits, il serait pertinent que ce Comité puisse porter une liste électorale, à la condition de mettre au premier plan les camarades reconnus par la base dans leur combat pour la défense de l'emploi et de nos droits. La première bataille que nous avons à mener, c'est la bataille pour les salaires et pour l'emploi. C'est la bataille pour impulser la mobilisation unitaire jusqu'à la grève générale !

L'appel de Charleroi et le Comité de soutien n'en sont qu'à leurs débuts, mais le projet est prometteur. Nous vous invitons à lire et à diffuser l'appel, à lancer ce débat sur vos lieux de travail ou d'étude et à inviter des associations, délégations et autres instances syndicales à travers le pays à s'y joindre. Nous vous invitons enfin à participer au meeting du 27 avril, qui devrait nous permettre de franchir une étape supplémentaire.

Vive l'appel de la FGTB Charleroi !

Pour une sortie ouvrière et socialiste à la crise, construisons une alternative politique anticapitaliste depuis nos syndicats!